4. Les statistiques

I. Résumé et Vision 2024

En 2024, le système statistique national malagasy pourrait devenir un système coordonné, fiable et capable de répondre à tous les besoins récurrents et émergents tant en quantité qu'en qualité sur les plans national et régional. Tous les acteurs du système statistique : producteurs de données, fournisseurs de données, utilisateurs et bailleurs articuleront leurs activités statistiques autour d'un programme commun cohérent. Les données statistiques nécessaires pourraient être disponibles, aussi bien pour les acteurs du secteur public que du secteur privé, au moment opportun. Ainsi, les statistiques seront reconnues comme outil essentiel de mise en œuvre de politiques basées sur les faits et de gestion axée sur les résultats au service du développement.

Des améliorations sont constatées au niveau de la coordination et de la couverture régionale depuis 2008. Cependant, malgré la richesse de la production statistique et la multiplicité des producteurs de données, des déficiences considérables subsistent au niveau du système. A titre d'exemple, le système n'arrive pas à réaliser les opérations de mise à jour des données fondamentales comme le recensement général de la population et l'élaboration des comptes nationaux complets.

Les diagnostics successifs du système statistique national aboutissent presque aux mêmes constats⁵³ :

- l'insuffisance et l'inadaptation aux besoins des données produites,
- l'incohérence et la faiblesse de couverture spatiale et temporelle des données produites,
- les retards importants de la production statistique,
- la fiabilité insuffisante des données statistiques,
- et la difficulté d'accès aux données.

Le système statistique malagasy souffre de l'insuffisance des ressources humaines et des capacités financières, laquelle a été aggravée par la crise politique. Les travaux de collecte des données sont souvent orientés vers les domaines où des financements sont disponibles au détriment des besoins de l'ensemble des utilisateurs.

Au bout du compte, ces problèmes handicapent fortement les processus de prise de décision et de formulation des politiques.

La présente note a pour objectif de contribuer au plaidoyer pour l'appui aux statistiques à Madagascar pour que celles-ci puissent assurer leurs rôles en tant qu'outil pour la réduction de la pauvreté et la bonne gouvernance. À Madagascar où plus de 90% de la population est pauvre⁵⁴, des informations statistiques fiables sont nécessaires pour un meilleur ciblage des pauvres et l'identification des caractéristiques de leur pauvreté. Ceci permettra de définir les politiques et programmes adéquats à mettre en œuvre, et de vérifier à la fin du cycle de programmation les impacts sur la pauvreté. Par ailleurs, elles orientent l'allocation des ressources là où elles sont le plus nécessaires. Enfin, les données fiables permettent aux citoyens de vérifier ce que leurs gouvernants ont réalisé dans le cadre de la gestion axée sur les résultats et incitent ainsi à la redevabilité.

⁵³A titre d'exemple : Rakotomalala A. 2006, Diagnostic du système statistique national malgache.

⁵⁴92% de la population ont un niveau de consommation de moins de \$2 PPA/ jour (World development indicators).

L'utilisation de plan stratégique fournissant une stratégie globale s'avère être un moyen robuste pour le développement des statistiques⁵⁵. Ainsi, la référence à une stratégie nationale pour le développement des statistiques est recommandée pour permettre au système statistique malagasy d'atteindre cette vision.

II. Vue d'ensemble

a. Cadre institutionnel et coordination

Le système statistique malagasy actuel est composé d'un appareil de production statistique centré sur l'INSTAT et une structure de coordination appelée Comité de Coordination des Informations Statistiques et Economiques. La structure de coordination actuelle du système statistique a été instituée par un décret en Janvier 1989 qui spécifie ses missions, sa composition et son mode de fonctionnement. Toutefois, les membres du comité n'ont été nommés qu'en 2000. Et, selon le diagnostic du système statistique effectué en 2006, cette structure de coordination statistique n'a été opérationnelle qu'en 2000 et cela juste pour quelque mois. En conséquence, les autres services statistiques fonctionnent de manière décentralisée et indépendante sur le plan organisationnel (dispersion des objectifs et préoccupations, etc.) et surtout sur le plan méthodologique (pas de gestion de domaine et de concept, non application des normes et pas de contrôle de qualité, etc.). En 2008, avec l'adoption de la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS), une nouvelle forme d'organisation et de coordination avec les structures adéquates du système statistique malgache ont été proposées. Mais cette initiative a été interrompue par la crise qu'a subie le pays à partir de 2009.

b. Cadre législatif

Le système statistique malgache est régi par⁵⁶ :

- La loi N° 68-003 du 18 juin 1968 définissant les Obligations et les secrets en matière de statistique.
- Le décret N°89/16 du 18 janvier 1989 portant création du Comité de Coordination de l'information Statistique et Economique.
- Le décret 2002-1008 définissant le nouveau statut de l'INSTAT.

Ces textes ne sont plus adaptés au contexte actuel face à l'évolution des normes internationales en matière statistique. La loi sur le secret et l'obligation en matière de statistique se limite aux principes de visa, d'obligation de réponse et de garantie de secret statistique et présente ainsi plusieurs lacunes. Les lois statistiques :

- énoncent des principes régissant les activités statistiques énoncés par la Charte africaine de la statistique et découlant des Principes fondamentaux de la Statistique approuvés en 1994 par la Commission de statistique des Nations Unies ;
- définissent le système statistique national, notamment les principaux acteurs du système, leurs droits et responsabilités et les relations entre eux et avec les autres organisations.

Par ailleurs, ces textes en eux-mêmes n'ont pas été efficaces du fait qu'ils n'ont pas permis de faire fonctionner correctement le système statistique. L'élaboration d'un nouveau cadre juridique reste actuellement une nécessité pour Madagascar. Deux projets de loi ont été formulés en 2004 et 2008 mais n'ont pas pu être adoptés.

⁵⁵ Plan d'action de Marrakech pour les statistiques.

⁵⁶ Il s'agit là des principaux textes. D'autres textes ayant trait à la statistique existent aussi comme les textes sur les nouvelles nomenclatures, etc.

c. L'Institut National de la Statistique (INSTAT)

L'INSTAT est en charge de la production des données statistiques sur les indicateurs nationaux. Il est aussi en charge de la conception, la coordination et la mise en œuvre de la politique nationale en matière de statistique.

L'institut national produit et diffuse régulièrement des statistiques essentielles telles que les indices des prix à la consommation et les statistiques sur les créations de nouvelles entreprises formelles. En plus, elle a réalisé des nombreuses enquêtes statistiques nationales ou régionales avec l'appui des bailleurs de fonds. Cependant, le problème y reste entier. Certaines statistiques aussi fondamentales restent non disponibles sans reparler des problèmes de la comptabilité nationale et du recensement. La situation relative à la comptabilité nationale est en cours de régularisation tandis que la réalisation du recensement ne s'est pas encore concrétisée⁵⁷. Le retard accumulé dans la réalisation du recensement pourrait pourtant altérer sa qualité en tant que base d'échantillonnage. D'autre part, l'accès aux bases de données des enquêtes n'est pas clair. La capacité de l'institut national reste très limitée au niveau des ressources humaines et au niveau des ressources financières.

Par ailleurs, l'incapacité de l'institut national en matière de gestion financière et de passation de marchés a entraîné un certain manque de confiance de la part des bailleurs. En plus, faute de gestion de carrière claire, les statisticiens quittent l'institut après y avoir passée quelques années et les départs ne sont pas toujours comblés par les arrivées de nouveaux cadres.

D'autre part, sur le plan financier, depuis le changement de son statut en Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial, l'INSTAT ne reçoit plus que des « subventions », mises à part les ressources affectées dans le cadre du programme d'investissement public pour réaliser ses missions. Toutefois, par le passé, ces subventions ont été juste assez pour assurer les salaires du personnel et les coûts de fonctionnement. Les activités de production statistiques sont donc tributaires des financements des bailleurs et jusqu'ici, aucune coordination n'existe au niveau des bailleurs eux-mêmes pour rendre leur appui plus efficace. Malgré les efforts dans le cadre du programme d'investissement public, le fait est que, jusqu'ici, l'Etat malgache ne participe réellement au financement de la production statistique qu'à faible ampleur.

d. Les statistiques sectorielles

Le système statistique malgasy actuel est décentralisé, c'est-à-dire que les statistiques sectorielles sont produites par des services ou directions des ministères techniques et d'autres organismes publics ou para-publics.

Seuls quelques ministères comme l'éducation et la santé disposent de « services » statistiques régionaux et de mécanismes permettant la remontée des données au niveau central. Par ailleurs, il faut noter que généralement les problèmes d'incohérence et de faiblesse de la fiabilité des données sont plus accentués au niveau des statistiques sectorielles faute de coordination et d'appui technique venant du système national. Les services sectoriels souffrent aussi de manque de moyens financiers et le manque de moyens humains y est plus accentué. On dénombre très peu de statisticiens de formation au niveau des secteurs. Par exemple, il n'y a qu'un seul statisticien au sein du service des statistiques agricoles alors que le secteur occupe environ 80% de la population. Toutefois, il convient de noter que quelques services de production de statistique sectorielle ont bénéficié des nouveaux cadres statisticiens moyens issus des premières promotions de la formation locale de statisticiens. A Madagascar, les sources administratives pour la production de statistique restent encore non valorisées et non intégrées.

⁵⁷ Principalement en raison de problème de financement. Mais la crise politique en 2009 a aussi interrompu les activités déjà en cours.

e. Le système statistique régional

Au niveau d'une région, le système statistique est composé de la représentation de l'INSTAT, des Services Techniques Déconcentrés⁵⁸ et des Collectivités Territoriales Décentralisées, notamment la Région et les Communes.

La principale avancée qui a été faite au niveau régional est l'opérationnalisation des Services Régionaux de la Statistique au niveau des 22 régions de l'île qui sont les démembrements de l'institut national au niveau régional. Certes, la mise en place des services régionaux de la Statistique a pu redynamiser le système statistique régional, mais force est de constater que ce dernier reste embryonnaire. Les faiblesses des capacités, surtout techniques, sont encore plus accentuées au niveau régional. Les cadres moyens issus de la formation locale en statistique ne couvrent pas encore les besoins de l'ensemble de ces services régionaux.

f. Politique en matière de statistique

Aucune politique claire en matière de statistique n'existait à Madagascar⁵⁹ avant 2008, année d'adoption de la SNDS. Cette stratégie retrace de façon formelle la politique de développement de la statistique à Madagascar couvrant la période 2008-2012. La Stratégie malgache de développement de la statistique de 2008 s'est fixé comme objectifs généraux de (i) réorganiser et moderniser le système statistique malgache, (ii) d'améliorer de façon notable l'offre statistique et (iii) de développer le système statistique régional.

On peut relever des points positifs dans la mise en œuvre de la SNDS, entre autres :

- la mise en place effective de l'école nationale de statistique ;
- la mise en place des représentations de l'institut national au niveau des 22 régions ;
- la réalisation d'enquêtes et l'effort de consolidation des données dans le TBE ;
- l'organisation de la rencontre des utilisateurs et producteurs de statistiques...

Mais on relève aussi des défaillances de la stratégie, telles que :

- l'absence de priorisation des activités ;
- la sous-représentation des partenaires techniques et financiers, du secteur privé et de la société civile lors de la formulation.

g. Contribution du système statistique à la gestion du développement du pays

Depuis l'adoption d'une stratégie officielle de réduction de la pauvreté⁶⁰ par l'Etat malgache à partir de 2002, le système statistique a pris de l'importance dans la gestion du développement du pays. L'INSTAT ainsi que les services sectoriels de production statistique étaient sollicités pour fournir les statistiques pour le besoin du suivi de la politique de développement. Le passage au budget programme en 2005 a amplifié ce besoin. Toutefois, avant 2007, le cadre institutionnel du suivi des politiques de l'Etat était encore moins clair, moins formel et non intégré.

⁵⁸ Services Techniques Déconcentrés qui sont les démembrements des ministères techniques et autres organismes publics ou parapublics au niveau régional.

⁵⁹ En 2002, un plan directeur du développement de la statistique a été élaboré par l'INSTAT mais sans application effective.

⁶⁰ DSRP ou Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté.

En 2007-2008, un nouveau document officiel de stratégie de développement⁶¹ et un système de Politique Générale annuelle de l'Etat⁶² ont été adoptés. Non seulement cette étape a marqué l'attention accordée à la gestion axée sur les résultats et l'adoption de programmes assortis d'indicateurs tels les Objectifs du Millénaire pour le Développement, mais elle s'est accompagnée aussi d'une véritable institutionnalisation et formalisation du cadre de suivi et évaluation de la politique de développement de l'Etat. Ainsi a été mis en place le Système National Intégré de Suivi Evaluation. A travers ce dernier, l'Etat malgache a reconnu l'importance de la statistique et a mis formellement le système statistique national et la stratégie nationale de développement de la statistique au centre du système national de suivi-évaluation.

Après la crise de 2009, le système national intégré de suivi évaluation a continué d'exister formellement et de fonctionner malgré le fait que durant la période de transition, le pays ne possédait pas de cadre clair de politique de développement. Par ailleurs, certains des acteurs sollicités n'ont pas joué leurs rôles. Ceci a entraîné des lacunes sur le contrôle qualité et l'analyse des données administratives sectorielles⁶³.

III. Défis principaux

Pour mieux cerner les défis, il est utile de présenter un bref résumé d'une analyse SWOT du système statistique malgache⁶⁴.

a. Forces, faiblesses, opportunités et menaces du système statistique malgache

Quelques-unes des forces du système statistique sont les suivantes :

- Les potentialités en matière de production statistique, surtout sectorielle ;
- La reconnaissance formelle de l'importance de la statistique (système national intégré de suivi évaluation, etc.) ;
- La mise en place de l'école nationale de la statistique ;
- La disponibilité de cadres qualifiés et expérimentés, bien que leur effectif soit limité.

Parmi les faiblesses du système statistique malgache, on recense :

- Les lacunes et l'inadaptation des lois statistiques actuelles.
- L'inorganisation et l'absence de la coordination du système lui-même.
- Les problèmes d'ordre administratifs et financiers.
- L'insuffisance des ressources humaines en matière de statistique.
- La difficulté d'application des changements suscités par une politique qui a été adoptée.

Parmi les opportunités à exploiter actuellement, on peut évoquer :

- L'existence actuelle de la stratégie nationale de développement statistique au niveau du pays.
- La reprise de conscience de l'importance de la statistique au niveau des partenaires et bailleurs.
- Le démarrage de la Quatrième République et l'éventuel programme de développement national qui va s'en suivre.

⁶¹ Document nommé MAP ou Madagascar Action Plan, Il s'agit d'un DSRP plus élargi en touchant des domaines qui ne sont forcément en liaison directe avec la notion de pauvreté comme dans un DSRP.

⁶² Politique Générale de l'Etat ou PGE, il s'agit du cadre de mise en œuvre annuelle du Madagascar Action Plan. La PGE est adoptée annuellement.

⁶³ Banque mondiale (2013), Monitoring and evaluation Policy Note (non publiée).

⁶⁴ Il s'agit de la mise à jour des analyses déjà faites dans les précédentes études de diagnostic du système statistique comme celle de Rakotomalala 2006.

- L'existence de ressources humaines locales très qualifiées autres que les statisticiens purs mais qui peuvent aider dans les activités de production statistique.

Enfin, de manière non exhaustive, les menaces qui pèsent actuellement sur le système statistique malagasy sont:

- L'instabilité politique
- L'externalisation des activités de l'INSTAT.
- La non sécurisation de ressources financières des activités statistiques.
- La diminution de la production statistique et dégradation de la qualité des données.
- La persistance du déséquilibre entre production d'enquête à la commande et la production des autres statistiques d'Etat.

b. Les principaux défis identifiés

Pour que les problèmes relatifs aux statistiques ne constituent plus des contraintes par rapport à une éventuelle volonté d'adopter des politiques de développement basées sur des faits et la mise en œuvre de la gestion axée sur les résultats à Madagascar, les principaux défis suivants restent à relever.

- (i) **L'amélioration de la qualité des données statistiques.** Il est clair que les données produites doivent être de qualité satisfaisante, refléter la réalité et être actuelles. Le système a besoin de la mise en place d'un système de normes et de contrôle dans un cadre de coordination efficace, et de ressources humaines et financières améliorées pour que l'assurance de la qualité soit intégrée au processus même de production.
- (ii) **L'optimisation de la production statistique.** Le système statistique doit augmenter et adapter son niveau actuel de production en tenant compte des besoins des utilisateurs, y compris le secteur privé. À cet effet, il devrait y avoir une évaluation de la demande de statistiques sur une base régulière. À long terme, il faudrait un programme statistique unique et intégré.
- (iii) **Au-delà de la production des données statistiques, la promotion des statistiques au service du développement.** Le seul fait de produire les statistiques ne suffit pas. Les statistiques doivent être publiées et diffusées. En plus, elles doivent être analysées et les résultats d'analyse doivent aussi être publiés. Chaque programme de production doit être accompagné d'un programme de diffusion des statistiques, d'analyse des données et de publication des résultats d'analyse. Comme les données du système sont éparpillées, l'un des défis consiste à les rassembler de façon à constituer une banque de données nationales. Le site internet de l'institut national pourrait constituer un portail d'entrée pour rassembler les liens vers les autres producteurs de données.
- (iv) **L'évaluation, la mise à jour de l'actuelle SNDS et son application effective.** Plusieurs fois déjà, un cadre de politique pour la statistique a été élaboré mais sans application effective sur le terrain. L'application de l'actuelle stratégie nationale de statistique a été partielle du fait, entre autres, de la crise de 2009. Un des défis les plus importants en matière de développement de la statistique concerne alors la mise à jour de cette stratégie nationale et son application effective.
- (v) **L'effectivité des nouvelles lois statistiques plus adaptées.** Quelles que soient les formes institutionnelles et de coordination adoptées dans le cadre de la stratégie nationale en matière de statistique, elles n'auront pas de valeur réelle sans le support d'un cadre juridique.

- (vi) **La restructuration et la réforme des structures de production de données.** Avec ou sans stratégie nationale de développement de la statistique, la levée des contraintes internes à l'institut national est une condition pour l'amélioration du système dans son ensemble. L'étude sur la restructuration de l'Institut National réalisée en 2008 pourrait servir de base. D'autre part, les unités de production de statistiques au niveau des ministères méritent aussi d'être érigées en structures permettant leur indépendance vis-à-vis des pressions politiques.
- (vii) **La sécurisation des financements du système statistique.** Comme le système est dépendant des financements des bailleurs et que ces financements sont éparpillés, le premier défi est d'arriver à coordonner les actions des partenaires techniques et financiers pour optimiser l'utilisation des ressources disponibles et motiver la participation permanente des bailleurs. Mais sur le moyen et le long terme, le financement des activités statistiques devrait être assuré, en grande partie, par un financement par le budget de l'Etat. Le partenariat public privé reste aussi une piste à explorer. En contrepartie, les bénéficiaires seront tenus redevables des fonds alloués.
- (viii) **Le maintien et le renouvellement de la volonté politique en matière statistique.** Jusqu'ici, l'importance de la statistique a toujours été reconnue plus ou moins officiellement. Le défi est alors d'arriver à susciter la volonté politique pour qu'à l'avenir cette reconnaissance de la statistique et du système statistique s'accompagne d'actions plus concrètes comme l'adoption et l'application des nouvelles lois statistiques et la participation financière plus conséquente de l'Etat au financement des activités statistiques.
- (ix) **La pérennisation de la formation statistique.** L'existence actuelle de formation locale de statisticien est un sérieux atout pour le système statistique malgache. Elle garantit la crédibilité du système en ayant un impact direct sur l'amélioration de la qualité des données.
- (x) **L'effectivité des stratégies sectorielles de la statistique.** Les stratégies sectorielles de développement de la statistique sont indispensables pour concrétiser la coordination technique, l'amélioration de la qualité des données, l'exploitation et la mise en valeur des sources administratives. Leur effectivité engendrera aussi des externalités positives au niveau de la production des statistiques nationales.
- (xi) **Le développement du système statistique régional.** L'existence actuelle de services régionaux fonctionnels de l'INSTAT est aussi un atout pour le système statistique. Rendre effectif et performant le système statistique régional sera bénéfique pour la production des statistiques nationales aussi bien pour l'INSTAT que pour les services sectoriels mais aussi pour la mise en œuvre des différentes politiques de développement au niveau national et régional.
- (xii) **La promotion de la culture statistique.** L'usage des statistiques devrait aller au-delà du simple suivi des projets et programmes. Les statistiques constituent un outil à la disposition des citoyens pour évaluer la qualité de la gouvernance. La demande en informations statistiques est atténuée par la difficulté pour les simples utilisateurs de comprendre les concepts techniques. Le ciblage d'un plus large public dépend de la capacité à livrer les statistiques en format compréhensible et suivant un calendrier prévisible.

IV. Recommandations et conclusion

a. A court terme

Les recommandations proposées ci-après sont réalisables au cours des premiers six mois et sont déterminantes pour la réussite des interventions à long terme.

- (i) **Assurer l'implication de tous les acteurs concernés lors de la mise à jour de la SNDS.** La mise à jour de la stratégie devrait constituer la priorité et faire l'objet d'un processus participatif et inclusif. Des appuis financiers et techniques sont déjà prévus à cet effet par la Banque mondiale, le PNUD et la Banque Africaine pour le Développement. La direction de l'initiative de mise à jour appartient à la partie malagasy pour assurer l'appropriation du processus. L'inclusion de toutes les parties prenantes ainsi que le consensus sur le contenu du rapport final seront déterminants pour la phase de mise en œuvre. Il est souhaitable de mettre en place le cadre de coordination des Partenaires Techniques Financiers pour les statistiques.
- (ii) **Finaliser la préparation du recensement.** L'Etat devrait confirmer son intérêt pour cette opération en mettant en place de la structure de coordination du recensement. Une fois le document de projet finalisé, une table ronde de toutes les parties intéressées devrait être organisée pour arrêter les dates des travaux tout en tenant compte des conditions techniques et des disponibilités des financements. Il est recommandé de ne commencer les travaux préparatifs liés à la date du recensement que lorsque le financement nécessaire aura été entièrement bouclé.
- (iii) **Renforcer la capacité de l'institut des statistiques.** En attendant la restructuration plus en profondeur préconisée par les études diagnostiques, l'amélioration de ses capacités en gestion financière et en passation de marchés est indispensable dans la réalisation des travaux en cours pour restaurer la confiance des bailleurs. L'équipe de l'institut national devrait aussi profiter des assistances techniques et collaborations en cours avec les bailleurs pour s'assurer de transferts de compétences.

b. A moyen et à long terme

Les principales recommandations à long et à moyen terme se concentrent sur la considération de la Stratégie comme principal document de référence.

- (i) **Appliquer effectivement la SNDS.** La stratégie devrait être l'outil d'orientation principale de toutes les activités statistiques puisqu'elle est conçue de manière à couvrir l'ensemble du système statistique, incluant les mécanismes institutionnels et de coordination. Par conséquent, tout soutien pour le développement des statistiques, provenant de l'Etat ou des partenaires internationaux, devrait être destiné à la mise en œuvre de la Stratégie.
- (ii) **Continuer le plaidoyer pour le développement des statistiques afin d'engendrer et de maintenir un support politique généralisé.** La production de statistiques de bonne qualité et pertinentes constitue le meilleur des plaidoyers. L'accent devrait d'abord être mis sur la dissémination des données existantes et l'amélioration de l'accès aux données de base afin d'encourager l'analyse des données. L'intégration de la Stratégie pour le développement des statistiques dans la stratégie de réduction de la pauvreté signifierait la reconnaissance de l'importance des statistiques.
- (iii) **Utiliser les outils existants pour redynamiser l'image du système statistique national.** À cette fin, il est recommandé de régulièrement mettre à jour les informations sur le

système malgache et d'utiliser les cadres de référence offerts par le « Bulletin Board on Statistical Capacity »⁶⁵ de la Banque mondiale et le Système Général de Diffusion des données du Fonds Monétaire International. Ces outils permettent d'évaluer la capacité réelle du pays en matière de statistiques.

Madagascar se trouve à un tournant clé de l'histoire de son développement. Les statistiques n'agissent pas directement sur le niveau de la pauvreté. Toutefois, elles constituent un outil indispensable pour faire l'état des lieux du niveau de développement, identifier les cibles et formuler les politiques adéquats, et évaluer à la fin du cycle les progrès accomplis. Elles garantissent la réussite de la future stratégie qui sera formulée et mise en œuvre par le nouveau régime en place. Pour que cet outil soit efficient, des actions concrètes sont proposées dans cette note, la finalité étant de disposer de statistiques fiables et pertinentes pour guider le choix des politiques de développement.

⁶⁵Bulletin Board on Statistical Capacity, accessible au www.worldbank.org/data/bbsc.

Références bibliographiques

Banque mondiale, 2013, Mission sur le développement statistique à Madagascar – Aide Mémoire pour usage officiel uniquement.

Bodin J. L., Candot B., 1999, Rapport préliminaire - Audit Organisationnel de l'INSTAT Madagascar.

Ministère de l'Economie et de l'Industrie, 2009, Rapport de mise en œuvre des programmes.

Ministère de l'Economie et de l'Industrie, 2010, Cadre organisationnel et institutionnel du SNISE.

Ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie, 2008, Stratégie Nationale de Développement de la Statistique de Madagascar.

Rakotomalala A., 2006, Diagnostic du Système Statistique National Malgache.

Rakotomalala A., 2006, Orientations stratégiques de développement de la statistique à Madagascar.

Razafindravonona J., 2002, Plan directeur pour un développement rapide et durable du système d'information statistique national 2003-2007.

République de Madagascar, 2005, Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) Mise à jour.

République de Madagascar, 2007, Plan d'Action pour Madagascar – Un plan audacieux pour le développement rapide.

Liste des Acronymes

Les Statistiques	
BAD	Banque Africaine pour le Développement
CCISE	Comité de Coordination des Informations Statistiques et Economiques
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
SNDS	Stratégie Nationale de Développement de la Statistique
TBE	Tableau de Bord de l'Economie
INSTAT	Institut National des Statistiques